

**MINISTERE DE L'URBANISME, DE
L'HABITAT, DE L'HYDRAULIQUE
URBAINE, DE L'HYGIENE PUBLIQUE
ET DE L'ASSAINISSEMENT**

**SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS
A LOYER MODERE (SN HLM)**

**REVUE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2008 - LOT 1**

RAPPORT DEFINITIF

DECEMBRE 2009

**GROUPEMENT CABINET
MONTEIL & Cie / MAMADOU BARRY**

**Immeuble Café de Rome Bd de la
République – Dakar**

38, Avenue Malick Sy - Dakar

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR.....	3
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES.....	6
2. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....	9
3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	13
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE.....	17
5. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES.....	22
6. REVUE DETAILLEE DES MARCHES.....	28

ANNEXES

Annexe n°1	Commentaire de l'Autorité Contractante sur le Rapport Provisoire
Annexe n°2	Réponse de l'Auditeur

OPINION DE L'AUDITEUR

Commentaires préalables à l'opinion de l'Auditeur
--

La mission de revue devant principalement déboucher sur l'expression d'une opinion sur le degré de respect des dispositions et procédures du Code des Marchés, l'Auditeur a formulé cette opinion selon la stratification ci-après :

Types d'opinion retenus par l'Auditeur

Explicitation des critères propres à chaque type d'opinion

Opinion « **Performance Parfaite** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de forme et de fond du Code en matière de passation de marchés

Opinion « **Performance Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de fond, mais n'a pas respecté certaines dispositions de forme en matière de passation de marchés (**ie** dispositions de forme **n'entraînant pas des violations aux principes d'économie, d'équité et transparence**. **Ex** : non établissement et/ou non transmission des rapports périodiques exigés par le Code, archivage défectueux des documents, etc...).

Opinion « **Performance Moyenne** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté, sur un nombre très limité de marchés et pour des montants non significatifs certaines directives de fond en matière de passation de marchés.

Opinion « **Performance Non Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté les directives en matière de passation de marchés, de manière récurrente et sur un nombre et pour des montants significatifs de marchés

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par la **Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN-HLM)** au titre de la gestion 2008.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite **dans les développements qui suivent**, par référence aux dispositions du **Code des Marchés – Décret n° 2007 – 545 du 25 Avril 2007**, complété par le **Décret n° 2007 – 546 portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP)** et par le **Décret n° 2007 – 547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**. Il a été également tenu compte des dispositions des Arrêtés et Circulaires pris en application de ces décrets.

La mission a porté, outre la revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante, sur un montant total des marchés de F CFA 859.533.328, soit 50 % du nombre et 87 % du montant des marchés passés au titre de la gestion 2008 par la SN HLM.

Constats à l'issue de ces travaux :

Au plan institutionnel, la SN HLM ne s'est pas conformée en 2008 aux dispositions du nouveau Code des Marchés, en ce qui concerne la mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ; c'est la Commission des Marchés existant antérieurement au nouveau Code des Marchés qui a procédé aux opérations de passation des marchés ; la Cellule de Passation des Marchés a été, quant à elle, créée tardivement, au mois de mai 2008 ; par ailleurs, ni la Cellule de Passation des Marchés, ni la Commission des Marchés n'ont produit respectivement les rapports trimestriels et le Rapport Annuel sur les marchés passés au titre de la gestion 2008.

Au plan de la passation des marchés, les violations aux dispositions du Code des Marchés les plus significatives ont été celles relatives à l'information des soumissionnaires et des tiers ; il a été constaté la non – transmission des procès-verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires et la non – publication, des attributions définitives ; un marché de travaux d'un montant de 514 millions de F CFA n'a pas été soumis au contrôle a priori de la Direction Centrale des Marchés Publics ; par ailleurs, l'Auditeur n'est pas en mesure de se prononcer sur deux marchés passés selon la procédure de Demandes de Renseignements et de Prix, les offres des soumissionnaires ne lui ayant pas été transmises ; enfin, l'Auditeur a identifié des dépenses (carburant, assurances) effectuées par des achats directs, mais dont la consistance aurait dû amener à des procédures d'appels d'offres.

Conclusion de l'Auditeur :

Les constats ci-avant amènent à l'expression de la part de l'Auditeur d'une opinion « Performance Moyenne » en ce qui concerne la SN HLM pour la gestion 2008.

Fait à Dakar, le 31 Décembre 2009

**Le Représentant du Groupement
BARRY / MONTEIL**

**1- DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET
PROCEDURES DE PASSATION DES
MARCHES**

1. BREF RAPPEL DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DU SYSTEME ET DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

▪ Dispositif institutionnel

Le décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** institue le Code des Marchés Publics au Sénégal. Il est complété par le **décret n°2007- 546** portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le **décret n° 2007-547** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Des Arrêtés ont été pris par le Ministre de l'Economie et des Finances, en application de certaines dispositions du Code des Marchés.

Le Code des Marchés Publics entre en vigueur, dès le mois de janvier 2008 (circulaire n°4 PM du 28/12/2007).

Le dispositif institutionnel comprend :

- Les **Autorités Contractantes** avec les structures suivantes installées à leur niveau : les **Commissions de Marchés** et les **Cellules de Passation des Marchés**.
- La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**, en charge, entre autres missions, du contrôle a priori des dossiers transmis par les Autorités Contractantes ; ce contrôle s'exerce à trois niveaux , en fonction de seuils de marchés fixés :
 - examen préalable des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) ;
 - examen des procès verbaux d'analyse comparative des offres et recommandations pour l'attribution provisoire des marchés ;
 - examen juridique et technique des marchés.

(se reporter à l'Annexe n°1)

- **L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)**, en charge, entre autres missions (avis, propositions, recommandations), du contrôle a posteriori des procédures de passation des marchés (audits) et du règlement des différends portés à son attention (dénonciations d'irrégularités, recours) par les parties concernées par la passation des marchés.

▪ Procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés (PPM)**, pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon une des formes ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

▪ **Procédures d'approbation des marchés**

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

▪ **Procédures d'exécution du marché**

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

▪ **Rapports périodiques sur les marchés**

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2- OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2. OBJECTIFS DE L'AUDIT ET METHODOLOGIE ADOPTEE

2-1 Spécificités de la Gestion 2008

La gestion 2008 correspond à la première année d'application du nouveau Code des Marchés Publics.

Elle se caractérise donc par la co-existence :

- de marchés exécutés en 2008 mais dont les procédures de passation (appels d'offres, adjudication), avaient été initiées en 2007 selon les dispositions du décret 2002-550 du 30 mai 2002 ;
- de marchés initiés en 2008 selon les dispositions du nouveau code.

Les interventions de l'Auditeur ont concerné exclusivement les marchés régis par le décret n°2007-545 (nouveau Code).

2-2 Objectifs de l'Audit

La présente mission a pour **objectif principal** :

- la vérification du processus de passation des marchés et des contrats signés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2008, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés ;
- l'expression d'un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du Code des Marchés pour les dépenses des Autorités Contractantes.

Les **objectifs spécifiques** suivants doivent être atteints à l'issue de la mission :

- expression d'une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées ;
- contrôle de la conformité des procédures avec les principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés ;
- expression d'une opinion sur la qualité des contrats (aspects techniques et économiques).

2-3 Méthodologie générale retenue pour la mise en œuvre de la mission

2-3-1 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur :

- à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2008 ;
- à l'ARMP, pour la confirmation de la réception des rapports annuels 2008 des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes.

Les réponses obtenues ont été comparées aux résultats des revues effectuées au niveau des Autorités Contractantes.

2-3-2 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante

Cette étape –importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2008 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2008 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31/12/2008 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2008 ;
- Rapport d'activités 2008 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2008 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- Rapport Annuel 2008 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence :

- les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission ;
- les marchés non portés à l'attention de l'Auditeur ;
- les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2-3-3 Constitution de l'échantillon

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2-3-4 Revue détaillée des marchés retenus

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

**3- PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE
CONTRACTANTE**

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Depuis l'accession de notre pays à la souveraineté internationale, le secteur de l'habitat au Sénégal a toujours occupé une place importante tant au plan économique que social.

L'Etat du Sénégal, par la loi 87-46 du 26 décembre 1987, a pris la décision de faire de l'Office des Habitations à Loyer Modéré (OHLM) créé en 1959 une société nationale de droit privé dénommée Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN HLM).

La Société Nationale des HLM, comme l'ex-OHLM, constitue l'un des instruments majeurs de la mise en œuvre de la politique de l'Etat dans le secteur de l'habitat. Sa présence à travers le pays est assurée par des Agences Régionales dont les plus importantes sont celles de Thiès, Kaolack, Ziguinchor et Saint-Louis.

Sur le plan organisationnel, le Direction Général s'appuie sur les structures suivantes :

- Le Secrétariat Général,
- La Cellule des conseillers,
- La Cellule informatique,
- L'Audit interne,
- Le Contrôle de Gestion,
- La Direction Commerciale,
- La direction Financière et Comptable,
- La Direction des Parcelles Assainies et de Construction,
- La Direction des Ressources Humaines et des Affaires Juridiques.

Objet

Un contrat-plan a été signé entre l'Etat du Sénégal et la Société Nationale. Son objet est de fixer :

- les objectifs assignés à la Société Nationale des HLM, notamment ses critères de performance qui peuvent être mesurés, suivis annuellement et révisés en cas de besoin ;
- les engagements de l'Etat vis-à-vis de la Société Nationale des HLM ;
- les moyens à mettre en œuvre par les deux parties pour la réalisation de ces objectifs ;
- les relations qui doivent exister entre l'Etat, les collectivités et la Société Nationale des HLM pour une plus grande responsabilisation de celle-ci dans la réalisation des objectifs assignés par l'Etat.

LES OBJECTIFS ET ENGAGEMENT DE LA SOCIETE NATIONALE DES HLM

POLITIQUE ET OBJECTIFS DE LA SOCIETE NATIONALE DES HLM

- **Politique et objectifs commerciaux**

- Réaliser des logements et aménager des parcelles au moindre coût, de bonne qualité et accessible au plus grand nombre ;
- Améliorer la qualité de service rendu et l'image de marque de la Société ;
- Redynamiser la politique de recouvrement des créances.

- **Politique et Objectifs techniques**

- Assurer un niveau d'offre quantitativement suffisante et qualitativement satisfaisante ;
- Innover au niveau des systèmes constructifs et des parties d'aménagement pour un abaissement des coûts tout en sauvegardant la qualité technique des logements et réseau ;
- Améliorer l'encadrement opérationnel et développer les activités de contrôle.

- **Politique et objectifs en matière de gestion des ressources humaines**

- Adapter le niveau et la situation des ressources humaines aux exigences nouvelles aux préoccupations de la société face à la concurrence par un effort soutenu de formation appropriée ;
- Préparer et inciter les agents à développer des comportements nouveaux plus favorables à la prise en compte effective, par chacun d'eux, des actions contenues dans le plan d'entreprise qui sous entend le présent contrat-plan.
- Assurer une parfaite maîtrise de l'évolution des effectifs et des charges du personnel ;
- Améliorer sensiblement la productivité des agents.

- **Politique et objectifs financiers**

- Rechercher des ressources extérieures à partir de 1991 pour faire face aux investissements ;
- Se limiter à investir dans des projets rentables. Les éventuels investissements, à la demande de l'Etat, dans des projets non rentables devront être financés par l'état à hauteur du manque à gagner.

ENGAGEMENT DE LA SOCIETE NATIONALE DES HLM

- **Mission de la Société Nationale des HLM :**

Dans le cadre de l'élaboration des statuts de la société, un certain nombre de missions ont été fixées par l'Etat dont les plus importantes sont :

- réaliser et de générer, en milieu urbain comme en rural, des constructions à usage d'habitation placées sous le régime de la location vente ou de la location simple et destinées, aux salariés assujettis à l'IRPP ;
- assurer, dans le cadre des orientations du plan de développement Economique et Social en qualité de mandataire de l'Etat, la réalisation et gestion de programmes de parcelles assainies dans les zones délimitées par arrêté ;
- viabiliser et d'urbaniser des terrains dans le but de procurer des parcelles équipées à une population qui y construira elle-même son propre logement ;
- réaliser accessoirement des équipements à usage collectif et toute construction nécessaire à la vie économique et sociale ;
- accomplir toutes les opérations civiles, commerciales et financières nécessaires à la réalisation de son objet.

- **Les métiers de la Société Nationale des HLM :**

1. La construction de locaux à usage d'habitation et / ou commercial et d'équipements à usage collectif ;
2. La réalisation de parcelles assainies ;
3. La commercialisation des produits.

BUDGET 2008 (en milliers de F CFA) :

Le budget initial approuvé par le Conseil d'Administration est arrêté à la somme de 29.975.470 milliers de F CFA.

Il se présente comme suit de manière résumée :

- | | |
|--------------------------------|------------|
| - Dépenses d'investissement : | 21.122.580 |
| - Dépenses d'équipement : | 73.000 |
| - Dépenses de fonctionnement : | 8.779.890 |

**4- SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR
L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION

4-1 Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés

Aux termes de la circulaire n° 0005 PM du 28/12/07, les Cellules de Passation des Marchés devaient être créées, dès la réception de la circulaire par les Autorités Contractantes.

La Commission des Marchés n'a pas été créée en 2008, conformément aux dispositions du nouveau Code des Marchés ; elle a fonctionné selon son ancienne structuration. La Cellule de Passation des Marchés a été mise en place par la SN HLM par la Note de service n° 0012 HLM/DR HAJ en date du **05 Mai 2008**.

Problèmes identifiés par l'Auditeur

- La Commission des Marchés n'a pas été renouvelée conformément aux dispositions du nouveau code. La Cellule de Passation des Marchés a été créée de manière tardive par la SN HLM ; c'est la Commission des Marchés existant antérieurement (avant l'avènement du Nouveau Code) qui a procédé aux opérations de passation des marchés de la gestion 2008 ;
- Les interviews menées par l'Auditeur auprès des membres de la Commission des Marchés, de la Cellule de Passation des Marchés et des organes de contrôle interne (Auditeur Interne et Contrôleur de Gestion) ont mis en évidence des besoins de renforcement en capacité des membres de ces structures aux dispositions du nouveau Code des Marchés Publics.

4-2 Fonctionnement de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

- **Cellule de Passation des Marchés** : Sur la période Janvier – Mai 2008, la SN HLM ne s'était pas encore conformée aux dispositions du nouveau Code des Marchés ; les opérations de passation des Marchés étaient effectuées en l'absence de la Cellule de Passation des Marchés (non encore créée). Il convient aussi de signaler que c'est sur cette période qu'a été exécutée une bonne partie des marchés de l'exercice 2008 ;
- **Commission des Marchés** : Sur la gestion 2008, les opérations de passation des marchés ont été effectuées par la Commission existant antérieurement ; la SN HLM n'était donc pas en conformité avec les dispositions du nouveau code.

4-3 Conservation / Archivage des informations

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

La conservation et l'archivage des documents relatifs aux marchés ne sont pas centralisés par dossier ; ces documents sont classés de manière séparée selon l'étape de la procédure de passation des marchés (documents relatifs à l'appel d'offres et à l'adjudication séparée de ceux relatifs à l'exécution du marché et au paiement de l'adjudicataire). Il a été noté également une conservation défectueuse des documents (inaccessibilité des documents d'archives).

4-4 Rapports périodiques

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

- Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n° 11588 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits, au cours de la gestion 2008 ;
- Le Rapport annuel sur les marchés publics 2008 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2009, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas été produit.

4-5 Structures de contrôle de la passation des marchés

Aux termes de l'article 137 alinéa 2 et de l'article 140 du Code des Marchés Publics, ce sont les organes de contrôle interne existant au sein de l'Autorité Contractante qui effectuent un contrôle a posteriori, en s'assurant de façon permanente du respect rigoureux des dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés publics.

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

NB : Ces organes de contrôle interne n'ont pas été expressément désignés par le Code, mais il apparaît à l'Auditeur qu'il s'agit de l'Audit Interne, du Contrôle de Gestion et des structures de contrôle telles que l'Inspection Générale, etc... pouvant exister au niveau des Autorités Contractantes.

1. Au cours de la gestion 2008, aucun contrôle n'a été effectué sur la passation des marchés par les structures de contrôle interne de la SN HLM ;
2. Au plan de la formation, les membres de ces structures de contrôle interne ont des besoins de formation complémentaire sur le nouveau code des Marchés Publics.

Les formations jusqu'à présent dispensées ne se sont limitées qu'à l'unique membre de la Cellule de Passation des Marchés.

RECOMMANDATIONS DE L'AUDITEUR

- Les membres de la Commission des Marchés, à l'instar du Responsable de la Cellule de Passation des Marchés, doivent, dans les meilleurs délais, être inscrits dans un programme de formation au nouveau Code des Marchés ;
- La Cellule de Passation des Marchés et la Commission des Marchés doivent, pour les besoins en information de la DCMP et de l'ARMP, établir et transmettre aux fins de rattrapage, les rapports trimestriels et le Rapport Annuel exigés par le Code des Marchés ;
- Les membres de la structure d'Audit Interne et ceux du Contrôle de Gestion doivent également être inscrits dans un programme de formation au nouveau Code des Marchés Publics, de manière à pouvoir exercer, dans les meilleures conditions, les missions de contrôle que le Code des Marchés Publics met à leur charge ;
- La SN HLM devrait revoir le système actuel de classement des documents relatifs aux marchés, en centralisant toutes les pièces depuis le PPM jusqu'au règlement des marchés, au niveau de la cellule.

**Points de Vérification
Organisation Institutionnelle**

Nom de l'autorité Contractante: La SN HLM

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
1	Commission des marchés	Les membres de la Commission n'ont pas été nommés au titre de la gestion 2008.	3
2	Cellule de Passation des Marchés	La Cellule a été tardivement mise en place, le 05 Mai 2008. Archivage des documents de passation (une bonne partie) et Rapports Trimestriels non exécutés par la cellule conformément à l'arrêté n°11586 du 27 décembre 2007.	3
3	Capacités en matière de Passation de Marchés	Certains membres ont un niveau acceptable. Il va falloir cependant renforcer leur compétence en matière de passation des marchés. Les interviews font ressortir un besoin en renforcement de capacité des membres de la Commission des Marchés et des responsables du Contrôle Interne.	2
4	Conclusion	La SN HLM possède des ressources humaines en nombre et en qualité capable d'exécuter correctement la procédure de passation, mais il est important d'assurer aux différents acteurs de la passation une formation plus approfondie sur le Code des Marchés. Par ailleurs, d'importants efforts doivent être consentis pour améliorer le système de conservation et d'archivage des documents relatifs aux marchés.	2

Système de notation :

Performance satisfaisante = 1
Performance moyenne = 2
Performance non satisfaisante = 3

Ce système de notation a été reconduit pour toutes les grilles suivantes.

**5- SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

5. SYNTHÈSE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS

5-1 Plan de Passation des Marchés / Avis Général de Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) a été établi et transmis à la DCMP à la date du 28 Janvier 2008. L'avis général de passation a été publié dans le journal « Le Soleil » du 29 Janvier 2008. La SN HLM a respecté ainsi les délais prévus.

Par rapport à l'exécution du PPM, il a été relevé la non exécution d'une bonne partie des marchés prévus.

5-2 Tableau de synthèse des marchés passés par la CRSE et de l'échantillon constitué par l'Auditeur

Au titre de la gestion 2008, 22 marchés ont été passés par la SN HLM pour un montant total de 995.825.903 F CFA ainsi répartis :

- 06 marchés par Appels d'Offres Ouverts (AAO) pour un montant de 700.252.095 (le marché de gardiennage des locaux dont la valeur a été fixé par agent n'a pas été pris en compte dans le montant total des marchés passés par appel d'offres) ;
- 16 marchés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) pour un montant de 295.573.903 F CFA représentant environ 30 % du montant total des marchés.

Compte tenu du faible nombre des AAO (06), l'Auditeur les a passés en revue en totalité.

Concernant les DRP, 05 marchés ont été passés en revue représentant 54 % en valeur et 32 % en nombre.

Au total, la revue a concerné 50 % du nombre et 87 % du montant des marchés.

5-3 Commentaires de synthèse sur les marchés contrôlés

Les infractions aux dispositions du Code des Marchés ont surtout été décelées, en ce qui concerne la SN HLM :

- par la non transmission du P.V. d'ouverture aux soumissionnaires **à l'ouverture des plis** ;
- **à la non transmission du rapport d'attribution pour avis** à la DCMP d'un marché de travaux dépassant le seuil exigé de 400 millions de F CFA ;

- par la non-publication dans un journal des **attribution provisoire et définitive** des marchés ;
- **la non matérialisation** par écrit de certaines DRP ;
- **la non sélection** du nombre minimum requis de 05 candidats pour un certain nombre de DRP.

Les manquements de fond observés peuvent ouvrir la voie à des recours préjudiciables à la correcte exécution des marchés au niveau de la SN HLM.

L'autre faiblesse remarquée est relative à la non présentation d'un certain nombre de documents à l'Auditeur ; ce fait a entraîné l'envoi d'une correspondance à la Direction de la société et le prolongement de la durée de notre intervention.

Par ailleurs, le contrôle de l'exhaustivité des données fournies par la SN HLM (états financiers, budget) a permis de constater que les dépenses au titre du **Carburant et lubrifiant** (59.480.680 F CFA) et des **primes d'assurances** (74.691.218 F CFA) n'ont pas fait l'objet de procédures d'appels d'offres ou de demandes de renseignements et de prix.

RECOMMANDATIONS DE L'AUDITEUR RELATIVEMENT A LA PASSATION DES MARCHES
--

- 1- La SN HLM devrait systématiquement transmettre aux soumissionnaires les procès-verbaux d'ouverture des plis pour éviter toute contestation ultérieure.
- 2- La SN HLM devrait, de même, systématiquement publier les attributions provisoire et définitive, mettant, de ce fait, les soumissionnaires en position d'exercer les recours éventuels (notamment à la suite de la publication de l'attribution provisoire).
- 3- La SN HLM devrait systématiquement se conformer, en ce qui concerne les DRP, au nombre minimum de cinq candidats exigé par le Code des Marchés.
- 4- La SN HLM devrait transmettre à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour avis, les rapports d'analyse comparative des offres et les procès-verbaux d'attribution pour des prestations (travaux, fournitures, services) dépassant les seuils fixés.
- 5- Enfin, bien que la procédure ne soit pas obligatoire pour les DRP, la SN HLM, pour assurer une transparence complète sur les opérations de passation de marchés, devrait mettre en œuvre une procédure d'ouverture publique des offres, et abandonner la procédure des huis-clos actuellement adoptée.

**QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS
DE PASSATION DE MARCHES**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres Ouvert (AOO)	6	700.252.095	6	700.252.095
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-			
Prestations Intellectuelles (PI)	-			
Demandes de Renseignements et de Prix (DPR)	16	295.573.808	5	159.281.233
Entente Directe (ED)	-			
TOTAL	22	995.825.903	11	859.533.328
	100 %	100 %	50 %	87 %

Récapitulatif des marchés selon la nature des prestations :

Marchés passés

Fournitures
Travaux
Services

Echantillon

53.283.629
868.125.574
74.416.700

TOTAL

995.825.903 (1)

- (1) Le marché de gardiennage des locaux de la SN HLM et Annexes dont la valeur a été déterminée par agent lors de l'attribution n'a pas été pris en compte dans le montant total des marchés.

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
1	Plan de Passation de marchés	Le plan de passation de marché transmis à la DCMP n'est pas exhaustif. Lors des travaux, l'Auditeur a identifié des marchés non inscrits dans le PPM.	2
2	Avis Général de Passation de Marchés	L'avis a été publié le 29 Janvier 2008 dans le journal « le Soleil ».	1
3	Demandes de Renseignements et de prix (DRP)	Au courant de la gestion 2008, l'Autorité Contractante a lancé 16 DRP. Les DRP ne font pas l'objet de publicité. Les DRP sont attribuées aux offres conformes les moins disantes en fonction des articles. Les dossiers de consultation relatifs aux DRP sont apparus comme complets.	2
4	Délai de passation de marché	Les délais observés pour l'évaluation des offres sont raisonnables dans l'ensemble.	1
5	Les Procès verbaux d'ouverture des plis	Les P.V. d'ouverture des plis ne sont pas systématiquement transmis aux soumissionnaires.	3
6	Publication des attributions	Les attributions (provisoire et définitive) n'ont pas fait l'objet de publicité (à l'exception d'un marché).	3
7	Recours	Il n'y a pas eu de recours porté à notre connaissance durant notre intervention.	N/A
8	Gestion des Marchés	Les observations ci-après ont été constatées sur la gestion des marchés : <ul style="list-style-type: none"> - Retard dans l'exécution des travaux sans que des pénalités de retard soient appliquées ; - Retard dans la réception des travaux ; - Marché déjà attribué et au démarrage non effectif (cas du marché des terrassements généraux de Keur Massar / Rufisque 3). 	2
9	Archivage des dossiers	La plupart des dossiers d'appel d'offres ne sont pas numérotés. Ils sont « éclatés » en ce sens qu'ils ne comportent pas l'ensemble des documents de passation et d'exécution des marchés. Certains documents se retrouvent dans les pièces comptables, en particulier les factures, les PV de réception, ... Une centralisation de toutes les pièces relatives à un marché doit être effectuée par la SN HLM. Recommandation : Equiper la Cellule de Passation des Marchés d'un mobilier de rangement adéquat.	3

10	Violation des réglementations	<ul style="list-style-type: none">- Non transmission des P.V. d'ouverture des plis aux différents soumissionnaires ;- Non publication dans un journal de l'attribution provisoire et définitive ;- La non sélection de 5 candidats pour les DRP ;- La non matérialisation par écrit de certaines DRP ayant atteint le seuil fixé par l'Arrêté n° 11585 du 28/12/07.	3
11	Conclusion	La procédure de passation des marchés est moyenne dans l'ensemble.	2

6- REVUE DETAILLEE DES MARCHES

Points de Vérification Appel d'Offres Ouvert (AOO)

Références du marché : Marché N°935 / 08 HLM

Objet du marché : Réalisation des terrassements généraux des P.A Keur Massar / Rufisque III

Montant du marché : 514.415.867 F.CFA TTC

Références du titulaire : Concasseur Basalte du Niambour
Bopp Villa n°280 - Dakar

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
0	Prévisions budgétaires	Marché inscrit dans le compte « 3 ^e projet PA phase 1 Keur Massar Rufisque » : 7.750.000.000 F. CFA ?	1
1	Plan de Passation de marchés	<ul style="list-style-type: none">- Le marché est mentionné dans le PPM ;- Le marché est mentionné dans l'Avis Général de Passation publié par l'A.C.	1
2	Revue du dossier d'Appel d'Offres	Les pièces essentielles sont incluses. Les critères de qualification et d'évaluation sont établis, pertinents et mesurables. Il s'agit pour l'essentiel : <ul style="list-style-type: none">➤ de la capacité technique et financière à exécuter le marché ;➤ de la production de pièces administratives en bonne et due forme.	1
3	Publicité	Publication de l'avis dans « Le Soleil » du 19/02/2008. Le délai accordé est de 30 jours.	1
4	Ouverture des Offres	L'Auditeur a noté l'existence d'une feuille de présence signée des différents soumissionnaires. La Commission ayant procédé à l'ouverture des offres est celle existant antérieurement. Non transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.	2
5	Evaluation des Offres et Proposition d'attribution provisoire	Les soumissionnaires sont : <ul style="list-style-type: none">- Concasseur de Basalte : 514.415.867 TTC- SENTHRAS : 935.473.426 TTC- GECOM Industries : 860.852.362 TTC L'offre qualifiée la moins disante a été retenue. Toutefois, le dossier du soumissionnaire GECOM n'a pas été mis à notre disposition pour une meilleure appréciation des conclusions du rapport de la commission chargée de l'évaluation des offres. Le délai observé entre l'ouverture des plis et l'approbation du rapport technique est de 64 jours. NB : Non production par les entreprises soumissionnaires de l'Attestation de qualification et de classement conformément à l'article 46 alinéa 1 du CMP.	2

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

6	Publication de l'attribution provisoire	L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet d'une publication.	3
7	Revue du marché	Le marché signé entre la SN HLM et le titulaire est conforme au projet contenu dans le DAO avec prise en compte de toutes les garanties requises.	1
8	Approbation et notification du marché	Le délai observé entre l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation a été de 96 jours (date d'attribution provisoire : 3 juin ; date d'approbation : 09 sept 08). Le délai minimum exigé est de 15 jours. NB : Le marché a été approuvé par le Directeur Général le 09 septembre 2008. La notification du marché n'a pas été mise à notre disposition.	2
9	Publication de l'attribution définitive	L'attribution définitive n'a pas fait l'objet d'une publicité.	
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés (DCMP)	Non transmission à la DCMP pour avis des rapports d'analyse comparative d'offres ou de propositions et des PV d'attribution provisoires de marchés établis par la commission des marchés (seuil fixé : 400.000.000 / S. Nationale). NB : Article 2 de l'arrêté N°011580 du 28/12/07 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés.	3
11	Exécution du marché	Jusqu'à la date de l'intervention de l'Auditeur, les travaux n'avaient pas encore démarré. Motif : occupation irrégulière du site.	
12	Paielements	Non effectués.	—
13	Recours et litiges	Pas de recours porté à notre connaissance. Toutefois, le site fait l'objet d'un litige.	
14	Vérification de l'exécution physique	Travaux non effectués.	—
15	Violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	<ul style="list-style-type: none"> - Violation de l'article 67.4 du Code des marchés relatif à la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ; - Violation de l'art 81.3 du Code des marchés relatifs à la publication de l'attribution provisoire. La preuve de cette publication n'a pas été transmise à l'Auditeur ; - Violation de l'art 2 de l'arrêté n°011580 du 28/12/07 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés. La preuve de cette transmission n'a pas été fournie à l'Auditeur. 	3
16	Conclusion	Procédure de passation non satisfaisante.	2

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert (AOO)**

Références du marché : Marché N°933 / 08 HLM

Objet du marché : Equipement du Bâtiment des Archives de la SN HLM

Montant du marché : 59.353.410 F.CFA TTC

Références du titulaire : Entreprise des Travaux Modernes (ETM)

SODIDA BP : 17425 – Dakar Liberté

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
0	Prévisions budgétaires	Le marché a été budgétisé.	1
1	Plan de Passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM et dans l'Avis Général de Passation.	1
2	Revue du dossier d'Appel d'Offres	Les pièces essentielles du DAO sont incluses. Les critères de qualification et d'évaluation sont établis, pertinents et mesurables. Il s'agit pour l'essentiel : <ul style="list-style-type: none">➤ de la capacité technique et financière à exécuter le marché ;➤ de la production de pièces administratives en cours de validité.	1
3	Publicité	L'Avis d'Appel d'Offres a fait l'objet de publicité dans « Le Soleil ». Toutefois, la date de publication n'apparaît pas clairement.	2
4	Ouverture des Offres	L'Auditeur a noté l'existence d'une feuille de présence signée des soumissionnaires. La Commission ayant procédé à l'ouverture des offres est celle existant antérieurement. Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires.	2
5	Evaluation des Offres et Proposition d'attribution provisoire	Pour ce marché, seuls 3 soumissionnaires ont répondu : ETM : 59.353.410 F CFA TTC BOISERIE ATEPA-COLY : 12.070.000 F CFA TTC BEST : 17.604.910 F CFA TTC Le marché a été adjugé à la société ETM. Les autres soumissionnaires (BEST et Boiserie ATEPA) ont été éliminés pour non production de caution et de pièces administratives. Les écarts de prix entre ETM et les 2 autres soumissionnaires s'expliquent par le fait que ces derniers n'ont pas soumissionné à tous les lots. NB : Non production du Titulaire du marché de l'Attestation de qualification et de classement.	1

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

6	Publication de l'attribution provisoire	L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet d'une publication dans un journal.	3
7	Revue du marché	Le marché a été signé conformément au projet contenu dans le DAO avec prise en compte de toutes les garanties requises.	1
8	Approbation et notification du marché	Le marché a été approuvé par le Directeur Général le 28 Avril 2008. Le délai observé entre l'attribution provisoire et l'approbation est de 28 jours. La notification définitive : le 28 Avril La date de démarrage des travaux : le 05 Mai Le délai de garantie : 1 an Le délai d'exécution des travaux : 2 mois calendaires à compter du jour de la notification	1
9	Publication de l'attribution définitive	L'attribution définitive n'a pas fait l'objet d'une publicité.	3
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés (DCMP)	Non requis pour ce marché (seuil non atteint).	1
11	Exécution du marché	Une garantie de bonne exécution d'un montant de 7.544.925 F CFA d'une durée d'un an de la SONAC SA n°08/5542/CTP-1 a été produite par le titulaire . La réception définitive des travaux a eu lieu le 25 Août 2009.	1
12	Paielements	Avance de démarrage : 8.903.012 (07/05/08) BHS Décompte n°1 : 24.640.052 (15/05/08) BHS Décompte n°2 : 15.054.941 (03/07/08) SGBS Décompte n°3 : 3.990.465 Décompte n°4 : 3.933.000 (18/11/08) BHS ----- Total : 57.229.410 TTC	1
13	Recours et litiges	Pas de recours porté à notre connaissance durant nos travaux.	1
14	Vérification de l'exécution physique	Vérification physique des équipements.	1
15	Violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	- Violation de l'article 67.4 du Code des marchés relatif à la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ; - Violation de l'art 81.3 du Code des marchés relatifs à la publication de l'attribution provisoire. La preuve de cette publication ne nous a pas été transmise.	3
16	Conclusion	Procédure de passation moyenne dans l'ensemble.	2

Points de Vérification Appel d'Offres Ouvert (AOO)

Références du marché : Marché N°934 / 08 Nombre de lot : 1

Objet du marché : Démolition de villas aux P.A Keur Massar / Malika

Montant du marché : 93.426.500 F.CFA TTC

Références du titulaire : Entreprise des Travaux Modernes (ETM)

SODIDA BP : 17425 – Dakar Liberté

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
0	Prévisions budgétaires	Marché inscrit dans le compte « 3 ^e projet PA phase 1 Keur Massar Rufisque » : 7.750.000.000 F. CFA	1
1	Plan de Passation de marchés	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché est mentionné dans le PPM ; - Le marché est mentionné dans l'Avis Général de Passation. 	1
2	Revue du dossier d'Appel d'Offres	<p>Les pièces essentielles sont incluses.</p> <p>Les critères de qualification et d'évaluation sont établis, pertinents et mesurables. Il s'agit pour l'essentiel :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ de la capacité technique et financière à exécuter le marché ; ➤ du respect de tous les règlements et décrets généraux ou particuliers applicables en matière de démolition ; ➤ de la production de pièces administratives en bonne et due forme. 	1
3	Publicité	Publication de l'avis dans « Le Soleil » du 15/02/2008. Le délai accordé est de 45 jours et est conforme aux stipulations de l'article 63-2 du code des marchés.	1
4	Ouverture des Offres	<p>L'Auditeur a noté l'existence d'une feuille de présence signée des soumissionnaires.</p> <p>La Commission ayant procédé à l'ouverture des offres est celle existant antérieurement.</p> <p>Non transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.</p>	2
5	Evaluation des Offres et Proposition d'attribution provisoire	<p>Les Entreprises soumissionnaires sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SENTHRAS : 131.065.243 TTC - MBACKOL Entreprise : 176.978.170 TTC - EAN & FILS : 116.634.490 TTC - ETM SARL : 93.426.500 TTC - CONCASSEUR BASALTE : 148.329.422 TTC - TECHNO PLUS : 144.255.901 TTC - INTERGET SARL : 135.672.156 TTC <p>L'offre qualifiée la moins disante a été retenue pour ce marché. Seuls les critères d'évaluation prévus au DAO ont été utilisés.</p> <p>Le délai observé entre l'ouverture des plis et l'approbation du rapport technique est de 17 jours.</p>	1

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

		NB : Non production par les entreprises soumissionnaires de l'Attestation de qualification et de classement.	
6	Publication de l'attribution provisoire	L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet d'une publication dans un journal.	3
7	Revue du marché	Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO avec prise en compte de toutes les garanties requises.	1
8	Approbation et notification du marché	Le délai observé entre l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation est de 8 jours (Le délai minimum exigé est de 15 jours). NB : Marché approuvé le 25 Avril 2008. Notification définitive : 23 Avril 2008. Rg : Notification opérée avant l'approbation du marché.	3
9	Publication de l'attribution définitive	L'attribution définitive n'a pas fait l'objet d'une publicité.	3
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés (DCMP)	Non requis. Les seuils de la DCMP ne sont pas atteints.	1
11	Exécution du marché	<ul style="list-style-type: none"> - Pour la garantie de bonne exécution, une caution définitive de la SONAC N° 08/5572/CTP-RG du 04/05/08 d'un montant de 7.917.500 d'une durée d'un an a été produite par l'Entreprise ETM ; - La réception des travaux n'a pas encore été effectuée. 	2
12	Paiements	<p>Le marché a fait l'objet de travaux supplémentaires d'un montant de 10.493.150 F sans pour autant faire l'objet d'un avenant ; en lieu et place, un ordre de service a été émis par la Direction Générale. Ainsi, le montant définitif du marché est porté à 103.919.650 F.</p> <p>Situation des paiements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avance de démarrage : 14.013.975 (07/05/08) - Décompte n°1 : 47.928.060 (15/05/08) - Décompte n°2 : 30.884.940 (19/05/08) - Décompte n°3 : 10.493.150 (27.06.08) <p style="text-align: right;">-----</p> <p style="text-align: right;">Total décompte : 103.320.125 TTC</p> <p>Soit un taux de liquidation de 100 %.</p> <p>NB : Règlement effectué avec précompte de la TVA.</p> <p>Montant total du marché : 103.919.650 Montant remboursé : 103.320.125</p> <p style="text-align: right;">-----</p> <p style="text-align: right;">599.525 ≈ 600.000</p> <p>NB : Cette différence de 600.000 en faveur de l'Entrepreneur résulte d'une erreur de calcul de la SN HLM</p>	—

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

		sur le montant précompté lors du paiement du décompte relatif à l'avance de démarrage (2.631.485 précompte au lieu de 2.031.485). Cet écart a fait l'objet de réclamation de la part de l'Entrepreneur par courrier en date du 22 Mai 08.	
13	Recours et litiges	Pas de recours porté à notre connaissance durant nos travaux.	1
14	Vérification de l'exécution physique	Il s'agit de travaux de démolition.	—
15	Violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	<ul style="list-style-type: none">- Violation de l'article 67.4 du Code des marchés relatif à la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ;- Violation de l'art 81.3 du Code des marchés relatifs à la publication de l'attribution provisoire. La preuve de cette publication ne nous a pas été transmise.	3
16	Conclusion	Procédure de passation moyenne dans l'ensemble.	2

Points de Vérification Appel d'Offres Ouvert (AOO)

Références du marché : Non référencé

Objet du marché : Consommables informatiques de l'exercice 2008.

Montant du marché : 17.753.690 F.CFA TTC

Références Titulaires :

- Oumou Informatique : 11.646.010
- Touré Equipements : 5.988.500
- AD Computer : 112.100
- ITEL : 7.080

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
0	Prévisions budgétaires	Marché budgétisé pour un montant de 25.000.000 F CFA.	1
1	Plan de Passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM et dans l'Avis Général de Passation.	1
2	Revue du dossier d'Appel d'Offres	Les pièces essentielles du DAO sont incluses. Les critères de qualification et d'évaluation sont établis, pertinents et mesurables. Il s'agit pour l'essentiel : <ul style="list-style-type: none">➤ de la production de pièces administratives en cours de validité ;➤ du respect des délais de livraison ;➤ de l'indication impérative pour chaque article, le prix unitaire exprimé en F CFA TTC.	1
3	Publicité	L'Avis d'Appel d'Offres a fait l'objet de publicité dans « Le Soleil » le 30/01/08 (relance). Le délai accordé est de 30 jours.	1
4	Ouverture des plis	L'Auditeur a noté l'existence d'une feuille de présence signée des soumissionnaires. La Commission ayant procédé à l'ouverture des offres est celle existant antérieurement. Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires.	2
5	Evaluation des Offres et Proposition d'attribution provisoire	L'offre qualifiée la moins-disante a été retenue pour chaque article. Seuls les critères d'évaluation prévus au DAO ont été retenus. Le délai observé entre l'ouverture des plis et l'approbation du rapport de la Commission technique est de 52 jours.	1
6	Publication de l'attribution provisoire	L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet d'une publicité.	3

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

7	Revue du marché	Le marché a été exécuté sur la base de lettre de commande adressée à chaque titulaire.	1
8	Approbation et notification du marché	L'évaluation des offres a été faite par article. Chaque soumissionnaire reçoit une lettre de commande pour les seuls articles pour lesquels son offre a été évaluée conforme et moins disante.	1
9	Publication de l'attribution définitive	L'attribution définitive n'a pas fait l'objet d'une publicité.	3
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés (DCMP)	Non requis pour ce marché (seuil non atteint).	1
11	Exécution du marché	Les commandes auprès des fournisseurs Oumou Informatique, Touré Equipements ont fait l'objet de BL et PV de réception.	1
12	Paiements	<p>a) Oumou Informatique : Montant adjugé : 11.646.000 Montant de l'Engagement (Achat) positionné en comptabilité au cours de l'exercice : 7.566.500 HT Montant réglé : 7.566.500 HT par chq SGBS n°3237252</p> <p>b) Touré Equipements : 5.988.500 Montant liquide le 15/10/08 par chq SGBS.</p>	1
13	Recours et litiges	Pas de recours porté à notre connaissance durant nos travaux.	1
14	Vérification de l'exécution physique	Il s'agit de matières consommables.	—
15	Violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	<ul style="list-style-type: none"> - Violation de l'article 67.4 du Code des marchés relatif à la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ; - Violation de l'art 81.3 du Code des marchés relatifs à la publication de l'attribution provisoire. La preuve de cette publication ne nous a pas été transmise. 	3
16	Conclusion	Procédure de passation moyenne dans l'ensemble.	2

Points de Vérification Appel d'Offres Ouvert (AOO)

Références du marché : Non référencé

Objet du marché : Fournitures de bureau de l'exercice 2008

Montant du marché : 15.302.628 F. CFA TTC

Références des titulaires : L.P.S.	4.369.365
GIE ECOPOCHE	3.144.000
SAREDICA	6.304.787
MASTER OFFICE	1.175.316
OFFICE CONSOMMABLE	309.160

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
0	Prévisions budgétaires	Marché budgétaire pour un montant de 25.000.000 F. CFA TTC.	1
1	Plan de Passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM et dans l'Avis Général de Passation.	1
2	Revue du dossier d'Appel d'Offres	<p>Les pièces essentielles de DAO sont incluses.</p> <p>Les critères de qualification et d'évaluation sont établis, pertinents et mesurables. Il s'agit pour l'essentiel :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ de la production de pièces administratives en cours de validité ; ➤ du respect des délais de livraison (au plus tard 15 jours après réception de la lettre de commande) ; ➤ de l'indication impérative pour chaque article du prix unitaire exprimé en F. CFA TTC. 	1
3	Publicité	<p>L'avis d'appel d'offre (relance) a fait l'objet d'une publicité en date du 30/01/08 dans le journal « Le Soleil ».</p> <p>Le délai accordé est de 30 jours.</p>	1
4	Ouverture des Offres	<p>L'Auditeur a noté l'existence d'une feuille de présence signée des différents soumissionnaires.</p> <p>La Commission ayant procédé à l'ouverture des plis est celle existant antérieurement.</p> <p>Non transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.</p>	2

5	Evaluation des Offres et Proposition d'attribution provisoire	<p>La démarche suivante a été adoptée par la commission technique :</p> <p>a) élaboration d'un tableau comparatif des prix :</p> <p>b) vérification de l'existence d'un échantillon pour chaque article ;</p> <p>c) vérification de la conformité et de la fiabilité de l'échantillon.</p> <p>Seuls les critères d'évaluation prévus au DAO ont été retenus.</p> <p>Le délai observé entre l'ouverture des plis et l'approbation du rapport de la commission technique est de 52 jours.</p>	1
6	Publication de l'attribution provisoire	L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet de publicité.	3
7	Revue du marché	Le marché a été exécuté sur la base d'une lettre de commande adressée à chaque attributaire.	1
8	Approbation et notification du marché	Le marché n'a pas fait l'objet de notification et d'approbation. Il a été exécuté sur la base de la lettre de commande.	2
9	Publication de l'attribution définitive	L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication.	3
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés (DCMP)	Non requis (seuils non atteints).	1
11	Exécution du marché	Les commandes auprès des fournisseurs LPS, SAREDICA et OFFICE CONSOMMABLE ont fait l'objet de bon de livraison et de PV de réception.	1
12	Paiements	<p>a) LPS : montant de l'adjudication (4.369.365 F. CFA TTC) liquidé le 17/07/08 par chèque SGBS n° 3521145/LPS.</p> <p>b) SAREDICA : 6.304.787 F. CFA TTC liquidé le 17/10/08 par chèque SGBS n° 3795139.</p> <p>c) MASTER OFFICE : 1.175.316 F. CFA TTC Pas d'engagement positionné au niveau de la comptabilité (compte fournisseurs Master Office) au cours de l'exercice 2008 malgré une lettre de commande n° 002286 du 19/06/08 adressée aux fournisseurs.</p> <p>d) GIE ECOPOCHE : Adjudication : 3.144.000 F. CFA TTC Même constat que le point c) (lettre de commande n° 002289 du 19/06/08).</p> <p>e) OFFICE CONSOMMABLE : montant adjudication : 309.160 F. CFA TTC liquidé par chèque SGBS n° 3237213.</p>	1

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

13	Recours et litiges	Pas de recours porté à notre connaissance durant nos travaux.	1
14	Vérification de l'exécution physique	Il s'agit de matières consommables.	–
15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	<ul style="list-style-type: none">- Violation de l'article 67-4 du Code des Marchés relatif à la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ;- Violation de l'article 81-3 du Code des Marchés relatif à l'attribution provisoire.	–
16	Conclusion	Procédure de passation moyenne dans l'ensemble.	2

Points de Vérification Appel d'Offres Ouvert (AOO)

Références du marché : Appel d'offres SN HLM/DG/DRHAJ

Objet du marché : Gardiennage des locaux du Siège et Annexes

Montant du marché : 82.160 F.CFA TTC/Agent (Marché de clientèle)

Références du titulaire : Conseil Assistance en Gestion Immobilière et Services
(CAGI, Rue Blaise Diagne x Guillaibert – St Louis)

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
0	Prévisions budgétaires	Marché budgétaire pour un montant de 70.000.000 F. CFA	1
1	Plan de Passation de marchés	Le marché a été mentionné aussi bien dans le PPM que dans l'Avis Général de Passation.	1
2	Revue du dossier d'Appel d'Offres	Les pièces essentielles de DAO sont incluses. Les critères de qualification et d'évaluation sont établis, pertinents et mesurables. Il s'agit pour l'essentiel : <ul style="list-style-type: none">➤ de la capacité technique et financière à exécuter le marché ;➤ du respect des dispositions du DAO ;➤ la production de pièces administratives en bonne et due forme.	2
3	Publicité	L'avis d'appel d'offre a été publié dans le journal « Le Soleil » du 25 Novembre 2008. Délai accordé pour le dépôt des offres : 29/12/08, soit 35 jours.	1
4	Ouverture des Offres	L'Auditeur a noté l'existence d'une feuille de présence signée des différents soumissionnaires. La Commission ayant procédé à l'ouverture des plis est celle nouvellement nommée conformément aux dispositions du nouveau code des marchés. Toutefois, il a été noté l'absence du représentant du Contrôle Financier. Le PV d'ouverture des plis a été transmis aux différents soumissionnaires, d'après le responsable de la CPM ; cependant, aucun document attestant la preuve de cette transmission n'a été transmis à l'Auditeur.	2

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

5	Evaluation des Offres et Proposition d'attribution provisoire	<p>Les Entreprises soumissionnaires sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CSSA : 88.500 TTC / Agent - FAMBENE SECU : 107.000 TTC / Agent - ASEP : 112.000 TTC / Agent - CAGI : 82.160 TTC / Agent <p>L'offre qualifiée la moins disante a été retenue pour l'attribution du marché : seuls les critères d'évaluation prévus au DAO ont été utilisés.</p> <p>NB : L'évaluation des offres a été faite sur la base du prix unitaire. La SN HLM, compte tenu de ses besoins ponctuels peut demander au titulaire du marché d'augmenter ou de diminuer le nombre d'agents de surveillance sans pour autant modifier le prix par Agent conformément aux dispositions du dossier d'Appel d'Offres.</p> <p>Le délai observé entre l'ouverture des plis et l'approbation du rapport technique est de 17 jours.</p>	1
6	Publication de l'attribution provisoire	L'attribution provisoire a été publiée dans le journal « Le Soleil » du 24 et 25 Janvier 2009.	1
7	Revue du marché	Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO avec prise en compte de toutes les garanties requises.	1
8	Approbation et notification du marché	<p>Le délai observé entre l'attribution provisoire et l'approbation du marché par le DG est de 18 jours : délai minimum exigé est de 15 jours.</p> <p>Notification du marché : le 01/04/09.</p>	1
9	Publication de l'attribution définitive	L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication.	3
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés (DCMP)	Sans objet.	1
11	Exécution du marché	Le montant du marché n'étant pas connu de manière exacte puisque tributaire de la quantité (nombre d'agents), elle-même dépendante des nécessités qui vont se manifester durant l'exercice, il est difficile de fixer le montant de la garantie de bonne exécution.	2
12	Paielements	Paielements intervenus en 2009.	—
13	Recours et litiges	Pas de recours porté à notre connaissance.	1
14	Vérification de l'exécution physique	—	—

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	<ul style="list-style-type: none">- Violation de l'article 67-4 du code des marchés relatif à la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ;- Violation de l'article 83 du code des marchés relatif à la publication de l'attribution définitive.	3
16	Conclusion	Procédure de passation moyenne dans l'ensemble.	2

**Points de Vérification
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)**

Références du marché :

Objet du marché : Etudes relatives aux règlements de copropriété des immeubles des HLM
Fass Paillotes et Hann Maristes

Montant du marché : 9.204.000 F. CFA TTC

Références du titulaire : Cabinet EXAM, 20, Avenue Cheikh Ahmadou Bamba

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations																								
0	Prévisions budgétaires	Marché budgétisé dans le compte « Honoraires Experts » : 50.000.000 F. CFA	1																								
1	Plan de Passation de marchés	Le marché n'a pas été mentionné dans le PPM transmis à la DCMP, mais cette inscription n'est pas obligatoire pour la DRP.	-																								
2	Publicité	Le marché n'a pas fait l'objet de publicité.	2																								
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 20 jours.	1																								
4	La liste restreinte est – elle composée d'au moins 5 candidats ?	<p>Liste des candidats (lot n°3) :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th><th>Candidats</th><th>Montant de l'offre</th><th>Adresse candidat</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>CAFEXCO</td><td>5.782.000</td><td>143, Avenue Cardinal H. Thiandoum Scat Urbam</td></tr> <tr> <td>2</td><td>EL H. D. BA</td><td>9.162.700</td><td>Nord Foire Cité Sodal n°25 BP 17514</td></tr> <tr> <td>3</td><td>EXAM</td><td>9.204.000</td><td>20, Avenue Cheikh Ahma-dou Bamba – Résidence Kha-dimou Rassoul</td></tr> <tr> <td>4</td><td>SIC</td><td>9.528.500</td><td>Scat Urbam T/8 n°6/A</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Agence Patrimonia</td><td>9.475.400</td><td>Rue FA22 Im. 67 Fass Paillotes</td></tr> </tbody> </table> <p>Toutes les entreprises présélectionnées ont reçu une lettre d'invitation (existence d'une décharge sur les lettres d'invitation).</p>	N°	Candidats	Montant de l'offre	Adresse candidat	1	CAFEXCO	5.782.000	143, Avenue Cardinal H. Thiandoum Scat Urbam	2	EL H. D. BA	9.162.700	Nord Foire Cité Sodal n°25 BP 17514	3	EXAM	9.204.000	20, Avenue Cheikh Ahma-dou Bamba – Résidence Kha-dimou Rassoul	4	SIC	9.528.500	Scat Urbam T/8 n°6/A	5	Agence Patrimonia	9.475.400	Rue FA22 Im. 67 Fass Paillotes	1
N°	Candidats	Montant de l'offre	Adresse candidat																								
1	CAFEXCO	5.782.000	143, Avenue Cardinal H. Thiandoum Scat Urbam																								
2	EL H. D. BA	9.162.700	Nord Foire Cité Sodal n°25 BP 17514																								
3	EXAM	9.204.000	20, Avenue Cheikh Ahma-dou Bamba – Résidence Kha-dimou Rassoul																								
4	SIC	9.528.500	Scat Urbam T/8 n°6/A																								
5	Agence Patrimonia	9.475.400	Rue FA22 Im. 67 Fass Paillotes																								

5	Vérification de l'existence effective des Offres	<p>Nombre d'offres reçues : 05.</p> <p>Archivage des offres : les offres des soumissionnaires ont été bien archivées.</p> <p><u>NB</u> : Les pièces administratives demandées n'ont pas été produites par les soumissionnaires.</p> <p>(Cette situation ne constitue pas un motif d'élimination d'après le cahier de charges). Les entreprises ayant postulé ont un NINEA.</p>	1
6	Procédure d'ouverture des offres	L'ouverture des offres des soumissionnaires a été effectuée à huis clos.	2
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	Le marché a été attribué par la Commission des Marchés à l'offre conforme la moins disante.	1
8	Documents contractuels	<p>La DRP a fait l'objet d'un contrat daté le 19/11/08 signé entre le Directeur Général et le représentant du Cabinet EXAM.</p> <p>Le délai d'exécution du contrat est de 21 jours calendaires à compter de la date de notification. Cette dernière n'a pas été versée au dossier.</p>	1
9	Exécution du contrat	La DRP a fait l'objet d'un rapport d'expertise produit par le Cabinet EXAM le 27/11/2008.	1
10	Paielements	<p>Les paiements relatifs à cette DRP ont été effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1^{er} décompte : 1.840.000 F. CFA TTC liquide le 05/12/08. • 2^e décompte : 7.363.200 F. CFA TTC liquide le 19/12/08. <p>Soit 9.204.000 F. CFA TTC équivalant à un taux de liquidation de 100 %.</p>	1
11	Compétitivité des prix		N/A
12	Recours et litiges	Pas de recours porté à notre connaissance durant nos travaux.	1
13	Vérification de l'exécution physique	L'Auditeur a vérifié le rapport produit par le Cabinet EXAM pour s'assurer de l'exécution de la prestation.	1

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	Pas de violation à la réglementation relative à cette DRP.	1
15	Conclusion	La procédure de passation est satisfaisante dans l'ensemble.	1

**Points de Vérification
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)**

Références du marché :

Objet du marché : Réalisation des travaux d'études relatifs à l'évaluation des logements et Parcelles Assainies Malika.

Montant du marché : 20.355.000 F. CFA TTC

Références du titulaire : Cabinet EXAM, 20, Avenue Cheikh Ahmadou Bamba

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations																
0	Prévisions budgétaires	Marché budgétisé dans le compte « Honoraires Experts » : 50.000.000 F. CFA	1																
1	Plan de Passation de marchés	Le marché n'a pas été mentionné dans le PPM transmis à la DCMP ; mais cette inscription n'est pas obligatoire pour la DRP.	-																
2	Publicité	Le marché n'a pas fait l'objet de publicité.	2																
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 22 jours.																	
4	La liste restreinte est – elle composée d'au moins 5 candidats ?	<p>Liste des candidats présélectionnés :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th><th>Candidats</th><th>Montant de l'offre</th><th>Adresse candidat</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>CD.GE.PI</td><td>21.830.000</td><td></td></tr> <tr> <td>2</td><td>Cabinet A. Ndiaye</td><td>22.125.000</td><td></td></tr> <tr> <td>3</td><td>EXAM</td><td>20.355.000</td><td></td></tr> </tbody> </table> <p>NB : Les offres des soumissionnaires n'ont pas été transmises à l'Auditeur.</p> <p>Aucun document attestant la réception effective de la lettre d'invitation par les candidats n'a été produit.</p>	N°	Candidats	Montant de l'offre	Adresse candidat	1	CD.GE.PI	21.830.000		2	Cabinet A. Ndiaye	22.125.000		3	EXAM	20.355.000		3
N°	Candidats	Montant de l'offre	Adresse candidat																
1	CD.GE.PI	21.830.000																	
2	Cabinet A. Ndiaye	22.125.000																	
3	EXAM	20.355.000																	
5	Vérification de l'existence effective des Offres	<p>Nombre d'offres reçues d'après le PV de dépouillement : 03.</p> <p>Les offres des soumissionnaires n'ont pas été archivées.</p> <p>La non transmission des offres des soumissionnaires n'a pas permis à l'Auditeur de se prononcer sur leur existence effective.</p>	3																
6	Procédure d'ouverture des offres	L'ouverture des offres des soumissionnaires a été effectuée à huis clos.	2																

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	D'après le PV d'ouverture, le marché a été attribué par la Commission des Marchés à l'offre conforme la moins disante. <u>NB</u> : Le cahier de charges n'a pas été versé au dossier.	2
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet d'une lettre de commande qui n'a pas été versée au dossier.	3
9	Exécution du contrat	La prestation a fait l'objet d'un rapport d'expertise daté le 31 Juillet 2008 et d'un PV de réception daté le 29 Juillet 2008.	1
10	Paiements	Les paiements relatifs à cette DRP ont été effectués : <ul style="list-style-type: none"> • 1^{er} décompte : 11.880.000 F. CFA TTC liquide le 06/08/08. • 2e décompte : 8.625.000 F. CFA TTC liquide le 06/08/08. <p style="text-align: right;">----- 20.505.000 F. CFA TTC</p>	1
11	Compétitivité des prix	En l'absence des dossiers des différents soumissionnaires et vu le niveau de réponses obtenues (03) l'Auditeur ne peut pas se prononcer sur ce point.	3
12	Recours et litiges	Pas de recours porté à la connaissance de l'Auditeur durant notre intervention.	1
13	Vérification de l'exécution physique	L'Auditeur a vérifié le rapport produit par le Cabinet EXAM et le PV de réception pour s'assurer de l'exécution de la prestation.	1
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	Non respect de l'article 72-2 du Code des Marchés recommandant le choix d'au moins 5 candidats. Non respect des dispositions de l'article 77-3 du Code des Marchés et de l'arrêté n° 011585 du 28/12/07 relatif à la matérialisation par écrit de certaines DRP. Absence de production des offres des différents soumissionnaires.	3
15	Conclusion	Compte tenu de l'absence de documents essentiels (cf. les offres des autres soumissionnaires), l'Auditeur est dans l'impossibilité de se prononcer sur la passation et l'exécution de ce marché.	3

**Points de Vérification
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)**

Références du marché :

Objet du marché : Réfection de la plomberie et reprise de l'étanchéité des immeubles K-L-P-Q de Hann Maristes.

Montant du marché : 29.046.880 F. CFA TTC

Références du titulaire : SAFRIBATE

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations																
0	Prévisions budgétaires	Marché budgétisé dans la rubrique « Reprise ouvrage Hann Maristes Démolition et démarrage constructions » pour un montant global de 800.000.000 F. CFA	1																
1	Plan de Passation de marchés	Le marché n'a pas été mentionné dans le PPM transmis à la DCM, mais cette inscription n'est pas obligatoire pour la DRP.	2																
2	Publicité	Le marché n'a pas fait l'objet de publicité.	2																
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires n'ont pas été versées au dossier.	3																
4	La liste restreinte est – elle composée d'au moins 5 candidats ?	<p>Liste des candidats présélectionnés :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th><th>Candidats</th><th>Montant de l'offre</th><th>Adresse candidat</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>GTBN</td><td>26.970.552</td><td></td></tr> <tr> <td>2</td><td>SAFRIBATE</td><td>29.046.880</td><td></td></tr> <tr> <td>3</td><td>ECOS</td><td>29.759.600</td><td></td></tr> </tbody> </table> <p>NB : Absence de production des offres des entreprises soumissionnaires.</p> <p>Aucun document attestant la réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés n'a été transmis à l'Auditeur.</p>	N°	Candidats	Montant de l'offre	Adresse candidat	1	GTBN	26.970.552		2	SAFRIBATE	29.046.880		3	ECOS	29.759.600		3
N°	Candidats	Montant de l'offre	Adresse candidat																
1	GTBN	26.970.552																	
2	SAFRIBATE	29.046.880																	
3	ECOS	29.759.600																	
5	Vérification de l'existence effective des Offres	<p>Nombre d'offres reçues d'après le PV de dépouillement : 03.</p> <p>Le non respect de l'article 77-2 du Code des Marchés recommandant la sollicitation d'au moins 05 candidats.</p> <p>Archivage des offres : non archivage des offres des soumissionnaires.</p> <p>La non transmission des offres des soumissionnaires n'a pas permis à l'Auditeur de se prononcer sur leur existence effective.</p>	3																

6	Procédure d'ouverture des offres	L'ouverture des offres des soumissionnaires a été effectuée à huis clos.	2
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	<p>D'après le PV d'ouverture des plis et le rapport d'évaluation, le marché a été attribué en 1^{er} lieu à l'Entreprise GTBN ayant proposé l'offre conforme la moins disante. Pour non présentation d'une caution de garantie, le marché lui a été retiré pour finalement être attribué à l'Entreprise SAFRIBATE seconde moins disante pour un montant de 29.046.880 F. CFA TTC. Toutefois, la caution de garantie de cette dernière n'a pas été transmise à l'Auditeur.</p> <p>En l'absence des dossiers des différents soumissionnaires, il est impossible d'apprécier les circonstances du choix de l'Entreprise SAFRIBATE. Cette situation ne constitue pas un gage de transparence.</p>	3
8	Documents contractuels	<p>La DRP a fait l'objet d'une lettre de commande n° 00630 HLM du 21/02/02.</p> <p>Pour une bonne application de l'article 77-3 du Code des Marchés et de l'arrêté n° 011585 du 28/12/07, la finalisation de cette DRP devrait être matérialisée par un contrat écrit.</p>	2
9	Exécution du contrat	La réception des travaux a été matérialisée par un PV de réception daté du 23/04/08.	1
10	Paiements	<p>Les paiements relatifs à cette DRP ont été effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acompte (1/3 montant) 9.682.293 F. CFA TTC Chèque SGBS du 03/03/08 • 1^{er} décompte : 15.479.221 F. CFA TTC Chèque SGBS du 07/05/08 • 2e décompte : 3.567.659 F. CFA TTC Chèque SGBS du 16/06/09 <p style="text-align: right;">----- 29.046.880 F. CFA TTC</p>	1
11	Compétitivité des prix	En l'absence des dossiers des différents soumissionnaires et vu le niveau de réponses obtenues (03) l'Auditeur ne peut pas se prononcer sur ce point.	3
12	Recours et litiges	Pas de recours ou réclamation porté à la connaissance de l'Auditeur.	1
13	Vérification de l'exécution physique	Il s'agit de services.	N/A

14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	Non respect de l'article 72-2 du Code des Marchés recommandant le choix d'au moins 5 candidats. Non respect des dispositions de l'article 77-3 du Code des Marchés et de l'arrêté n° 011585 du 28/12/07 relatif à la matérialisation par écrit de certaines DRP. Absence de production des offres des différents soumissionnaires.	3
15	Conclusion	Compte tenu de l'absence de documents essentiels (cf. les offres des autres soumissionnaires), l'Auditeur est dans l'impossibilité de se prononcer sur la passation et l'exécution de ce marché.	3

**Points de Vérification
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)**

Références du marché :

Objet du marché : Réalisation du système d'évacuation des eaux pluviales des villas de la Cité HLM Joal

Montant du marché : 34.343.045 F. CFA TTC

Références du titulaire : EAN & FILS : Quartier Daro Aw – villa n°2156 BP : 14270 Dakar

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations															
0	Prévisions budgétaires	Marché inscrit au budget dans la rubrique « Réhabilitation des Voiries et Réseaux Divers (VRD) des HLM » pour un montant global de 460.000.000 F. CFA	1															
1	Plan de Passation de marchés	Le marché n’a pas été mentionné dans le PPM transmis à la DCMP, mais cette inscription n’est pas obligatoire pour la DRP.	-															
2	Publicité	Le marché n’a pas fait l’objet de publicité.	2															
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 20 jours.																
4	La liste restreinte est – elle composée d’au moins 5 candidats ?	<div>Liste des candidats présélectionnés :<table><tr><th>N°</th><th>Candidats</th><th>Adresse candidat</th></tr><tr><td>1</td><td>ETPBA</td><td>Sicap Sacré Cœur I Immeuble B RDC BP : 2723</td></tr><tr><td>2</td><td>EAN & FILS</td><td>Quartier Daro Aw villa n°2156 BP : 14270 DKR</td></tr><tr><td>3</td><td>BATRACO</td><td>BP : 184 Dakar</td></tr><tr><td>4</td><td>FAYE TECHNOLOGIES</td><td>Sacré Cœur 3 villa n°10082 BP : 45010 Dakar Fann</td></tr></table></div>	N°	Candidats	Adresse candidat	1	ETPBA	Sicap Sacré Cœur I Immeuble B RDC BP : 2723	2	EAN & FILS	Quartier Daro Aw villa n°2156 BP : 14270 DKR	3	BATRACO	BP : 184 Dakar	4	FAYE TECHNOLOGIES	Sacré Cœur 3 villa n°10082 BP : 45010 Dakar Fann	2
N°	Candidats	Adresse candidat																
1	ETPBA	Sicap Sacré Cœur I Immeuble B RDC BP : 2723																
2	EAN & FILS	Quartier Daro Aw villa n°2156 BP : 14270 DKR																
3	BATRACO	BP : 184 Dakar																
4	FAYE TECHNOLOGIES	Sacré Cœur 3 villa n°10082 BP : 45010 Dakar Fann																
5	Vérification de l’existence effective des Offres	<div>Nombre d’offres reçues : 04.</div> <div>Le non respect de l’article 77-2 du Code des Marchés recommandant la sollicitation d’au moins 05 candidats.</div> <div>Candidats ayant déposé une offre :</div> <div><div>ETPBA47.972.310 F. CFA TTC</div><div>EAN & FILS34.343.045 F. CFA TTC</div><div>BATRACO49.969.145 F. CFA TTC</div><div>FAYE TECHNOLOGIES39.769.992 F. CFA TTC</div></div> <div>Les offres des soumissionnaires ont été bien archivées. Les entreprises soumissionnaires ont un NINEA.</div>	2															
6	Procédure d’ouverture des offres	L’ouverture des offres des soumissionnaires a été effectuée à huis clos (sans la présence des soumissionnaires).	2															

7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	Le marché a été attribué à l'offre conforme évaluée moins disante. Les offres ont été évaluées sur la base des critères retenus dans le cahier de charges.	1
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet d'une lettre de commande adressée au titulaire. Pour une application effective de l'article 77-3 du Code des Marchés la finalisation de cette DRP devrait être matérialisée par un contrat écrit de forme libre.	3
9	Exécution du contrat	La réception des travaux a été matérialisée par un PV de réception daté le 23/06/08.	1
10	Paielements	Les paiements relatifs à cette DRP ont été effectués : <ul style="list-style-type: none"> • 1^{er} décompte : 17.171.521 F. CFA TTC liquide le 02/06/08 • 2e décompte : 17.171.521 F. CFA TTC liquide le 26/06/08. <p style="text-align: right;">----- 34.343.045 F. CFA TTC</p> <p>Soit un taux de liquidation de 100 %.</p>	1
11	Compétitivité des prix	Le respect des critères d'évaluation et d'attribution retenus dans le cahier de charges permet d'affirmer que le prix a été compétitif.	1
12	Recours et litiges	Pas de recours ou réclamation porté à la connaissance de l'Auditeur.	1
13	Vérification de l'exécution physique	Non effectuée.	-
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	Non respect de l'article 72-2 du Code des Marchés recommandant le choix d'au moins 5 candidats. Non respect des dispositions de l'article 77-3 du Code des Marchés et de l'arrêté n° 011585 du 28/12/07 relatif à la matérialisation par écrit de certaines DRP.	3
15	Conclusion	Performance moyenne dans l'ensemble.	2

**Points de Vérification
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)**

Références du marché :

Objet du marché : Réalisation de travaux de transformation des HLM St Louis et du logement du Chef d'Agence/

Montant du marché : 32.277.508 F. CFA TTC

Références du titulaire : FAYE TECHNOLOGIES - Sacré Cœur 3 villa n° 10082 BP : 45010 Dakar

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations																												
0	Prévisions budgétaires	Marché budgétisé pour un montant de 40.000.000 F. CFA.	1																												
1	Plan de Passation de marchés	Le marché n'a pas été mentionné dans le PPM transmis à la DCMP.	2																												
2	Publicité	Le DRP n'a pas fait l'objet de publicité.	3																												
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 20 jours.																													
4	La liste restreinte est – elle composée d'au moins 5 candidats ?	<p>Liste des candidats présélectionnés :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th><th>Candidats</th><th>Montant soumission</th><th>Adresse candidat</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>GIE Talibé Mouride</td><td>37.707.431</td><td>256 HLM Grand Yoff</td></tr> <tr> <td>2</td><td>TRGC</td><td>36.588.832</td><td>Zone Industrielle Thiès BP : 436 Thiès</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Nouveaux constructeurs</td><td>39.191.239</td><td>Villa n°173 Cité Impôts et Domaines</td></tr> <tr> <td>4</td><td>FAYE TECHNOLOGIES</td><td>32.277.508</td><td>Sacré Cœur 3 villa n°10082 BP : 45010 Dkr Fann</td></tr> <tr> <td>5</td><td>ESI</td><td>34.469.919</td><td>Hann Mariste Immeuble Résidence Apt 621 BP : 37053 Grand Yoff</td></tr> <tr> <td>6</td><td>SUP Compagnie</td><td>42.234.717</td><td>Touba BP : 15000</td></tr> </tbody> </table>	N°	Candidats	Montant soumission	Adresse candidat	1	GIE Talibé Mouride	37.707.431	256 HLM Grand Yoff	2	TRGC	36.588.832	Zone Industrielle Thiès BP : 436 Thiès	3	Nouveaux constructeurs	39.191.239	Villa n°173 Cité Impôts et Domaines	4	FAYE TECHNOLOGIES	32.277.508	Sacré Cœur 3 villa n°10082 BP : 45010 Dkr Fann	5	ESI	34.469.919	Hann Mariste Immeuble Résidence Apt 621 BP : 37053 Grand Yoff	6	SUP Compagnie	42.234.717	Touba BP : 15000	2
N°	Candidats	Montant soumission	Adresse candidat																												
1	GIE Talibé Mouride	37.707.431	256 HLM Grand Yoff																												
2	TRGC	36.588.832	Zone Industrielle Thiès BP : 436 Thiès																												
3	Nouveaux constructeurs	39.191.239	Villa n°173 Cité Impôts et Domaines																												
4	FAYE TECHNOLOGIES	32.277.508	Sacré Cœur 3 villa n°10082 BP : 45010 Dkr Fann																												
5	ESI	34.469.919	Hann Mariste Immeuble Résidence Apt 621 BP : 37053 Grand Yoff																												
6	SUP Compagnie	42.234.717	Touba BP : 15000																												
5	Vérification de l'existence effective des Offres	<p>Nombre d'offres reçues : 06. Respect de l'article 77-2 du Code des Marchés. Présence du NINEA dans les factures ou devis des soumissionnaires.</p>	1																												

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

6	Procédure d'ouverture des offres	L'ouverture des offres des soumissionnaires a été effectuée à huis clos (sans la présence des soumissionnaires).	2
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	Le marché a été attribué à l'offre conforme évaluée la moins disante. Les offres ont été évaluées sur la base des critères retenus dans le cahier de charges.	1
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet d'une lettre de commande adressée au titulaire. Pour une correcte application de l'article 77-3 du Code des Marchés et de l'arrêté n° 011585 du 28/12/07, la finalisation de cette DRP devrait être matérialisée par un contrat écrit de forme libre.	2
9	Exécution du contrat	La réception des travaux a été matérialisée sur un PV de réception daté le 28/10/08.	1
10	Paiements	Les paiements relatifs à cette DRP ont été effectués : <ul style="list-style-type: none"> 1^{er} décompte : 16.138.754 F. CFA TTC liquide le 06/06/08 2e décompte : 16.138.754 F. CFA TTC liquide le 10/11/08. <p style="text-align: right;">----- 32.277.508 F. CFA TTC</p> <p>Soit un taux de liquidation de 100 %.</p>	1
11	Compétitivité des prix	Le nombre de réponses obtenu et le respect des critères d'évaluation et d'attribution retenus dans le cahier de charges permettent d'affirmer que le prix a été compétitif.	1
12	Recours et litiges	Pas de recours ou réclamation porté à la connaissance de l'Auditeur.	1
13	Vérification de l'exécution physique	Vérification non effectuée.	-
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	Non respect des dispositions de l'article 77-3 du Code des Marchés et de l'arrêté n° 011585 du 28/12/07 relatif à la matérialisation par écrit de certaines DRP.	2
15	Conclusion	Performance moyenne dans l'ensemble	2

<p>DEPENSES IDENTIFIEES A LA SUITE DU CONTROLE PAR L'AUDITEUR DE L'EXHAUSTIVITE DES DONNEES RELATIVES AUX MARCHES</p>
--

L'examen des Etats Financiers (Bilan, Compte de Résultat de la SN HLM) et l'analyse du Grand-Livre des comptes ont permis à l'Auditeur d'identifier deux rubriques de dépenses avec les montants cumulés ci-après au 31/12/2008 (en F CFA) :

Carburant et lubrifiants	59.480.680
Primes d'assurances	74.691.218

L'Auditeur estime que, eu égard à la consistance de ces rubriques de dépenses, la SN HLM aurait dû procéder à des appels d'offres auprès des compagnies pétrolières et des sociétés d'assurances, pour assurer une économie sur lesdites dépenses et / ou de meilleures conditions de paiement.

ANNEXES

Annexe n° 1 Commentaires de l'Autorité Contractante sur le
Rapport Provisoire

Annexe n° 2 Réponse de l'Auditeur

<p>REPONSE DE L'AUDITEUR AUX OBSERVATIONS DE LA SN HLM SUR LE RAPPORT PROVISOIRE</p>

L'Auditeur prend acte des dispositions prises par l'autorité contractante, dès l'exercice 2009, pour se conformer à la réglementation en matière de passation de marchés publics.

Les réponses détaillées de l'Auditeur aux observations de la SN HLM sont présentées dans les tableaux ci-après, par marché.

Certains constats exprimés par l'Auditeur dans le rapport provisoire ont été reformulés pour certains marchés, sur la base des justifications produites par la SN HLM.

L'Auditeur a, sur la base des réponses apportées, fait évoluer son opinion en l'exprimant, au niveau du rapport définitif, dans la catégorie « Performances Moyennes ».

**Le Représentant du Groupement
BARRY / MONTEIL**

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert (AOO)**

Références du marché : Marché N°935 / 08 HLM

Objet du marché : Réalisation des terrassements généraux des P.A Keur Massar / Rufisque III

Montant du marché : 514.415.867 F.CFA TTC

Références du titulaire : Concasseur Basalte du Niambour
Bopp Villa n°280 - Dakar

N°	Rubriques	Réponses de l'Auditeur
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés (DCMP)	L'Auditeur prend bonne note des dispositions prises par la SN HLM afin de soumettre dorénavant à la DCMP, pour avis, les dossiers de passation pour les marchés dépassant les seuils fixés par l'arrêté n°11580 du 28/12/07. Il rappelle que cette procédure de consultation à priori de la DCMP est impérative pour les marchés dépassant un certain seuil.
15	Violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation du marché	Sur ce point la SN HLM atteste la transmission effective du PV d'ouverture des plis aux représentants des soumissionnaires sans pour autant fournir la preuve matérielle de ses affirmations (les justificatifs n'ont pas été annexés au niveau du document de réponse)

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert (AOO)**

Références du marché : Marché N°933 / 08 HLM

Objet du marché : Equipement du Bâtiment des Archives de la SN HLM

Montant du marché : 59.353.410 F.CFA TTC

Références du titulaire : Entreprise des Travaux Modernes (ETM)
SODIDA BP : 17425 – Dakar Liberté

N°	Rubriques	Réponses de l'Auditeur
O	Prévisions budgétaires	L'Auditeur prend bonne note de l'observation faite par la SN HLM sur ce point relative à la budgétisation effective du marché.
3	Publicité	L'Auditeur prend bonne note de la précision apportée par la SN HLM sur les dates de publication de l'avis d'appel d'offres. Toutefois, les coupures de journaux y afférents n'ont pas été annexées dans le document de réponse.
9	Publication de l'attribution définitive	Sur ce point la SN HLM n'a pas respecté les dispositions de l'article 83 du code des marchés recommandant la publication de l'attribution définitive dans un journal.

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert (AOO)**

Références du marché : Marché N°934 / 08 Nombre de lot : 1

Objet du marché : Démolition de villas aux P.A Keur Massar / Malika

Montant du marché : 93.426.500 F.CFA TTC

Références du titulaire : Entreprise des Travaux Modernes (ETM)
SODIDA BP : 17425 – Dakar Liberté

N°	Rubriques	Réponses de l'Auditeur
10	Contrôle et avis de la DCMF	L'Auditeur prend bonne note de la remarque faite par la SN HLM sur ce point.
9	Publication de l'attribution définitive	Sur ce point la SN HLM n'a pas respecté les dispositions de l'article 83 du code des marchés recommandant la publication de l'attribution définitive dans un journal.

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert (AOO)**

Références du marché : Non référencé

Objet du marché : Consommables informatiques de l'exercice 2008.

Montant du marché : 17.753.690 F.CFA TTC

Références Titulaires :

- Oumou Informatique : 11.646.010
- Touré Equipements : 5.988.500
- AD Computer : 112.100
- ITEL : 7.080

N°	Rubriques	Réponses de l'Auditeur
8	Approbation et notification du marché	L'Auditeur prend bonne note des observations faites par la SN HLM sur ce point.
9	Publication de l'attribution définitive	Sur ce point la SN HLM n'a pas respecté les dispositions de l'article 83 du code des marchés recommandant la publication de l'attribution définitive dans un journal.

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert (AOO)**

Références du marché : Appel d'offres SN HLM/DG/DRHAJ

Objet du marché : Gardiennage des locaux du Siège et Annexes

Montant du marché : 82.160 F.CFA TTC/Agent

Références du titulaire : Conseil Assistance en Gestion Immobilière et Services
(CAGI, Rue Blaise Diagne x Guillaibert – St Louis)

N°	Rubriques	Réponses de l'Auditeur
1	Plan de Passation de marchés	L'Auditeur prend bonne note des précisions apportées sur ce point observations faites par la SN HLM.
9	Publication de l'attribution définitive	Sur ce point la SN HLM n'a pas respecté les dispositions de l'article 83 du code des marchés recommandant la publication de l'attribution définitive dans un journal.
11	Exécution du marché	L'Auditeur prend acte des commentaires de l'Autorité Contractante relativement à ce marché.

**Points de Vérification
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)**

Références du marché :

Objet du marché : Etudes relatives aux règlements de copropriétés des immeubles des HLM
Fass Paillotes et Hann Maristes

Montant du marché : 9.204.000 F. CFA TTC

Références du titulaire : Cabinet EXAM, 20, Avenue Cheikh Ahmadou Bamba

N°	Rubrique	Réponse de l'Auditeur
2	Publicité	Pour les DRP, il est stipulé que l'Autorité Contractante choisit librement les modalités de publicité, ce qui prouve que celle-ci doit être assurée. (article 77-2 du code des marchés)

**Points de Vérification
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)**

Références du marché :

Objet du marché : Réalisation des travaux d'études relatifs à l'évaluation des logements et Parcelles Assainies Malika.

Montant du marché : 20.355.000 F. CFA TTC

Références du titulaire : Cabinet EXAM, 20, Avenue Cheikh Ahmadou Bamba

N°	Rubriques	Réponses de l'Auditeur
6	Procédure d'ouverture des offres	La preuve matérielle des affirmations (présence des représentants des soumissionnaires lors de l'ouverture des plis) de la SN HLM n'a pas été apportée aussi bien dans le document de réponse que lors de l'intervention de l'Auditeur.
11	Compétitivité des prix	L'Auditeur prend bonne note des dispositions prises actuellement par la Cellule de passation de la SN HLM sur l'archivage des documents de marché.

**Points de Vérification
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)**

Références du marché :

Objet du marché : Réfection de la plomberie et reprise de l'étanchéité des immeubles K-L-P-Q de Hann Maristes.

Montant du marché : 29.046.880 F. CFA TTC

Références du titulaire : SAFRIBATE

N°	Rubriques	Réponses de l'Auditeur
2	Publicité	Pour les DRP, il est stipulé que l'Autorité Contractante choisit librement les modalités de publicité, ce qui prouve que celle-ci doit être assurée. (article 77-2 du code des marchés)
6	Procédure d'ouverture des offres	La preuve matérielle des affirmations (présence des représentants des soumissionnaires lors de l'ouverture des plis) de la SN HLM n'a pas été apportée aussi bien dans le document de réponse que lors de l'intervention de l'Auditeur.
8	Documents contractuels	L'Auditeur prend bonne note des dispositions prises actuellement par la Cellule de passation des marchés relatives à la finalisation systématique des DRP (atteignant les seuils fixés par arrêté) par un contrat écrit conformément à l'article 77-3 du code des marchés et de l'arrêté n°11585 du 28/12/07
11	Compétitivité des prix	L'Auditeur prend bonne note des dispositions prises actuellement par la Cellule de passation de la SN HLM sur l'archivage des documents de marché.

**Points de Vérification
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)**

Références du marché :

Objet du marché : Réalisation du système d'évacuation des eaux pluviales des villas de la Cité HLM Joal

Montant du marché : 34.343.045 F. CFA TTC

Références du titulaire : EAN & FILS : Quartier Daro Aw – villa n°2156 BP : 14270 Dakar

N°	Rubriques	Réponses de l'Auditeur
0	Prévisions budgétaires	L'Auditeur prend bonne note de la remarque faite par la SN HLM sur ce point.
6	Procédure d'ouverture des offres	La preuve matérielle des affirmations (présence des représentants des soumissionnaires lors de l'ouverture des plis) de la SN HLM n'a pas été apportée aussi bien dans le document de réponse que lors de l'intervention de l'Auditeur.
8	Documents contractuels	L'Auditeur prend bonne note des dispositions prises actuellement par la Cellule de passation des marchés relatives à la finalisation systématique des DRP (atteignant les seuils fixés par arrêté) par un contrat écrit conformément à l'article 77-3 du code des marchés et de l'arrêté n°11585 du 28/12/07

**Points de Vérification
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)**

Références du marché :

Objet du marché : Réalisation de travaux de transformation des HLM St Louis et du logement du Chef d'Agence/

Montant du marché : 32.277.508 F. CFA TTC

Références du titulaire : FAYE TECHNOLOGIES - Sacré Cœur 3 villa n° 10082 BP : 45010 Dakar

N°	Rubrique	Réponse de l'Auditeur
2	Publicité	Pour les DRP, il est stipulé que l'Autorité Contractante choisit librement les modalités de publicité, ce qui prouve que celle-ci doit être assurée. (article 77-2 du code des marchés)